

Francophonie : la France perd la main

DIPLOMATIE L'élection de Michaëlle Jean prouve que l'influence française s'affaiblit

ÉCLAIRAGE

DAKAR

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Tous unis, tous contents... Le vote qui aurait affiché les divisions a été évité au profit d'un consensus à l'arraché ; la francophonie s'est dotée d'objectifs plus ambitieux que jamais : promouvoir l'usage du français - ce qui est la moindre des choses -, mais aussi se doter d'une stratégie économique, lutter contre le terrorisme et les violences sexuelles, promouvoir l'éducation et l'accès au numérique.

En outre la « grande famille » s'est élargie à trois nouveaux observateurs, le Mexique, le Costa Rica et le Kosovo (un pays qui n'est pas reconnu par l'ONU, précédent qui inquiète de nombreux Etats africains), ce qui porte l'Organisation internationale de la francophonie à 57 membres et 23 observateurs. François Hollande s'est réjoui de cette « petite ONU » mais d'autres voix, en privé, redoutaient de voir se dissoudre l'esprit des membres fondateurs.

En réalité, le sourire sur la photo de famille dissimule mal l'amertume et un sentiment d'échec. Deux raisons expliquent l'élection de la Canadienne Michaëlle : tout d'abord le fait que François Hollande, qui s'est réjoui publiquement, au nom de la

démocratie, de l'éviction de Blaise Compaoré alors qu'il lui avait d'abord proposé de prendre la tête de la francophonie, n'avait pas de stratégie de rechange à part suivre le choix des Africains.

Mais ces derniers ont été incapables de se mettre d'accord au profit d'un de leurs candidats, les deux derniers dans la course étant le Burundais Pierre Buyoya et le Congolais Henri Lopes. Arguant du fait que ce dernier s'était déjà retiré voici 12 ans au profit d'Abdou Diouf, le président Sassou-Nguesso ne voulait rien entendre.

Une ex-représentante du Commonwealth

Face au blocage, c'est à l'issue d'un huis clos restreint rassemblant François Hollande, Sassou-Nguesso et le Canadien Stephen Harper que le « consensus » s'est porté sur Michaëlle Jean et fut proclamé avec deux heures de retard. Malgré ses qualités personnelles, l'accession de M^{me} Jean à la tête de l'OIF peut être interprétée comme un recul pour l'influence française : au titre de gouverneure du Canada, cette ancienne présentatrice de télévision a naguère représenté le Commonwealth, organisation rivale de l'OIF et les chefs d'entreprise canadiens présents à Dakar, qui rêvent de tailler des

croupières à leurs rivales françaises, n'étaient pas les derniers à se réjouir de son élection. En outre, on voit mal la nouvelle secrétaire générale jouer un rôle

politique ou de médiation comparable à celui que tenait Abdou Diouf, en étroite coordination avec Paris le plus souvent.

Par ailleurs, si le discours de François Hollande critiquant les changements de Constitution était bien formulé, beaucoup de chefs d'Etat n'ont pas caché leur agacement devant ces injonctions.

Pendant que François Hollande parlait, Joseph Kabila (qui quitta Dakar le soir même) tritura nerveusement un document, d'autres présidents faisaient la tête, et la ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo ne se priva pas de fulminer contre l'ingérence dans les affaires intérieures du continent. En outre, dans les coulisses, de nombreux délégués africains, tout en approuvant l'intervention militaire de la France au Mali, soulignaient que c'est l'activisme de Nicolas Sarkozy en Libye qui avait provoqué le chaos et permis la dissémination des milices islamistes à travers tout le Sahel : « *Aujourd'hui Hollande fait le ménage et donne des leçons, mais c'est la France qui a semé le désordre...* » ■

COLETTE BRAECKMAN